

AP n° 2025-APC-161-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
installant de nouvelles prescriptions**

**SOCIÉTÉ OI Manufacturing
69 rue Albert Thomas
51100 REIMS**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, et notamment les articles L. 181-14 et R. 181-45 ;
Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;
Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2005-A-152-IC délivré le 21 octobre 2005 à la société OI Manufacturing France pour l'exploitation d'une verrerie sur le territoire de la commune de Reims à l'adresse suivante 69 rue Albert Thomas ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2008-APC-148-IC du 7 octobre 2008 ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-APC-38-IC du 30 mars 2016 ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2017-APC-156-IC du 19 décembre 2017 ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2020-APC-122-IC du 20 août 2020 ;
Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024-MD-19-IC du 12 février 2024 ;
Vu la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation ;
Vu le rapport de la visite d'inspection chargée des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 2 juillet 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L.514-5 ;
Vu le rapport de la visite d'inspection chargée des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 30 octobre 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L.514-5 ;
Vu le rapport de la visite d'inspection chargée des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 2 janvier 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L.514-5 ;
Vu le rapport de la visite d'inspection chargée des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 13 septembre 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L.514-5 ;
Vu les rapports de suivi des rejets atmosphériques mensuels transmis par l'exploitant en 2023 et en 2024 ;
Vu l'étude de risque sanitaire transmise par l'exploitant en date du 4 mars 2025 ;
Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 25 avril 2025 ;
Vu le courrier transmis à l'exploitant le 12 juin 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier/courriel en date du 20 juin 2025.

Considérant l'article 26 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 stipulant que « [...] La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration, ...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an. Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de

déclarations prévues à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité » ;

Considérant qu'il est indiqué dans le rapport de suivi des rejets atmosphériques que le nombre d'heures d'indisponibilité du système de traitement de l'année 2023 est de 769 heures ;

Considérant que l'étude de risque sanitaire a été réalisée par l'exploitant dans un cadre de fonctionnement normal en prenant en compte la durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement autorisée de 250 heures ;

Considérant que le résultat de l'étude de risque sanitaire montre un excès de risque individuel inférieur mais proche du seuil de 1.10^{-5} pour les risques cancérogènes en effet cumulé toute voie et tout polluant ;

Considérant que l'étude ne portant que sur une période de fonctionnement normal de l'installation, elle ne permet pas d'apprécier le risque sanitaire du fonctionnement du site lors de l'année 2023 (629 heures d'indisponibilité du traitement des rejets atmosphériques) ;

Considérant que le schéma conceptuel présenté dans l'étude de risque sanitaire est générique et ne reprend pas les éléments propres au site. ;

Considérant que les mesures réalisées, en période de dysfonctionnement du système de traitement, dans le cadre de l'étude de risque sanitaire montrent des valeurs incohérentes pour les paramètres poussières et zinc et que certains paramètres n'ont pas été mesurés pour l'émissaire du four 2 ;

Considérant que les hypothèses de calcul réalisées dans le cadre du scénario d'exposition directe par inhalation ne sont pas détaillées et notamment les flux utilisés, ainsi que la durée d'exposition. ;

Considérant que la conclusion de l'étude de risque sanitaire mentionne le tableau avec les critères de positionnement selon les résultats de l'Interprétation des Etats des Milieux sans détailler ces éléments ;

Considérant que la commune de Reims est concernée par un plan de protection de l'atmosphère dont le NOx est le polluant le plus problématique ;

Considérant que l'étude de risque sanitaire montre un potentiel impact sur l'environnement et la population avoisinante notamment sur l'aspect NOx et métaux (poussière, zinc, chrome, plomb) en cas de dépassement prolongé ;

Considérant qu'en l'état, l'étude des risques sanitaire transmise par l'exploitant en date du 4 mars 2025, ne permet pas d'apprécier les risques sanitaires potentiels du site ;

Considérant que pour préserver les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, en particulier la santé du voisinage, il est nécessaire de prescrire la réalisation de compléments à l'étude de risque sanitaire.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société OI Manufacturing, dont le n° SIRET 33903070200122 et dont le siège social est situé 2 rue Maurice Moissonnier à VAULX-EN-VELIN (69120), met en œuvre les prescriptions définies ci-après pour l'exploitation de ses installations implantées sur le territoire de la commune de Reims à l'adresse suivante 69 rue Albert Thomas à Reims (51100).

Article 2 : Démarche de gestion des risques sanitaires

L'exploitant consolide son Étude de Risque Sanitaire de 2025 en menant une démarche de gestion des risques sanitaires dont les étapes sont les suivantes :

1. Évaluation des émissions de l'installation (canalisées et diffuses) ;
2. Évaluation des enjeux et voies d'exposition ;
3. Évaluation et Interprétation de l'état des milieux (IEM) ;
4. Évaluation prospective des risques sanitaires (ERS) ;
5. Conclusion de la démarche, compatibilité et acceptabilité.

Les résultats de cette démarche sont transmis aux services de l'inspection des installations classées dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Cette étude, produite et demandée par ce présent arrêté, pourrait être soumise sur prescriptions motivées du Préfet à un examen critique d'un organisme tiers.

Article 2.1 : Évaluation des émissions de l'installation, des enjeux et voies d'exposition

Les enjeux et voies d'exposition sont décrits, identifiés et justifiés notamment par la réalisation d'un schéma conceptuel propre au site.

L'exploitant indique les polluants traceurs avec les valeurs de référence ou les Valeurs toxicologiques de référence (VTR) utilisées.

Des précisions sont apportées sur les hypothèses de calcul des résultats de modélisation de concentration dans l'air ambiant pour chaque cible (flux utilisé, durée d'exposition, explication des calculs, etc).

Article 2.2 : Interprétation de l'État des Milieux (IEM)

Une interprétation de l'état des milieux (IEM) est réalisée par l'exploitant :

- en utilisant les résultats des campagnes de mesures de la surveillance environnementale de la qualité de l'air et des retombées atmosphériques à proximité immédiate du site ;
- en réalisant des mesures nécessaires pour les paramètres non surveillés dans l'environnement ;
- en comparant les résultats des mesures aux valeurs de référence reconnues ;
- en calculant les indicateurs de risques sanitaires (quotient de danger (QD) et l'excès de risque individuel (ERI)) à partir des résultats des mesures réalisées dans l'environnement.

Les résultats utilisés et prélèvements complémentaires mis en œuvre sont transmis à l'Inspection dans un délai de **2 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2.3 : Évaluation des Risques Sanitaires (ERS)

Une Évaluation des Risques Sanitaires (ERS) est réalisée par l'exploitant avec les hypothèses majorantes, en prenant en compte :

- la caractérisation de l'impact des années 2023 et 2024 (durant les périodes de dysfonctionnement des systèmes de traitement).
- les données météorologiques (données horaire ou trihoraire sur 3 ans minimum) ;
- les estimations du risque sanitaire correspondant aux hypothèses d'émission et d'exposition par modélisation majorante.

Article 2.4 : Conclusion de la démarche

L'exploitant réalise une conclusion à la démarche au regard des critères de compatibilité et d'acceptabilité figurant dans la circulaire du 9 août 2013.

Cette conclusion doit permettre d'identifier et hiérarchiser les substances à enjeux.

Article 3 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

Article 4 : Droits des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Article 5 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la Délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, au Service interministériel de défense et de protection civile, à la Direction départementale des territoires – service urbanisme, au Service départemental d'incendie et secours de la Marne, à la Direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie ainsi qu'à Monsieur le Maire de Reims qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société OI Manufacturing, dont le siège social est situé 2 rue Maurice Moissonnier à VAULX-EN-VELIN (69120).

Monsieur le Maire de Reims procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le

08 JUL. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général

Raymond YEDDOU

